

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : IOR 41/020/2009 (Public)

ÉFAI

24 avril 2009

Conférence d'examen de Durban. Nous avons les mots, il faut maintenant passer à l'action

Amnesty International salue l'adoption par consensus du Document final de la Conférence d'examen de Durban. C'est un résultat significatif pour la communauté internationale – en dépit des négociations difficiles et des actions qui ont menacé de faire échouer la conférence – que les États soient parvenus à se mettre d'accord pour réaffirmer la Déclaration et le Programme d'Action (DDPA) de Durban et leur engagement à prévenir, combattre et éradiquer le racisme sous toutes ses formes, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Après l'achèvement de la Conférence, le temps est à présent à l'action et à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Durban et du Document final. L'adoption de ce document offre l'occasion d'un nouveau départ au niveau national et international pour combattre le racisme. Tous les États doivent à présent renouveler leurs efforts pour mettre en œuvre la DDPA en commençant au niveau national.

Amnesty International encourage fortement les gouvernements qui se sont retirés de la Conférence d'examen ou qui n'y ont pas participé à témoigner de leur engagement à combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment en réaffirmant leur engagement envers la Déclaration et le Programme d'action de Durban (DDPA)* et leur soutien au Document final [*Israël et les États-Unis n'ont pas soutenu la DDPA en 2001].

Amnesty International considère que la possibilité de disposer d'informations objectives sur toutes les formes de racisme, de discrimination et d'intolérance à travers le monde contribuerait à la prise de mesures plus constructives et efficaces en termes de résultat à l'avenir. À cet égard, l'organisation encourage la Haut-Commissaire aux droits de l'homme à maintenir sa proposition d'établir un observatoire des Nations unies sur le racisme. Amnesty International demande instamment aux gouvernements d'accorder à la Haut-Commissaire le soutien nécessaire pour donner effet à sa proposition.

Le Document final appelle le Conseil des droits de l'homme à prendre des mesures pour améliorer l'efficacité des mécanismes de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Amnesty International demande instamment aux États d'aborder cette tâche en mettant l'accent sur l'action, en évitant les récriminations mutuelles, la politisation et les marchandages politiques qui ont perturbé une grande partie de la conférence et de son processus préparatoire. Le Conseil devra veiller tout particulièrement à identifier les meilleures pratiques et encourager leur adoption.

Amnesty International considère que le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée affaiblissent le principe fondamental de l'universalité des droits humains. C'est une question qui doit continuer à figurer en priorité sur l'agenda international des droits humains. Amnesty International continuera à faire campagne pour que les gouvernements remplissent leurs responsabilités et leurs engagements à combattre le racisme et la discrimination.